

Communiqué de presse

Paris, le 10 juillet 2015

La transition énergétique en France et en Allemagne

Les académies nationales recommandent des lignes d'actions communes et identifient les priorités pour une coopération plus étroite

En vue de la tenue prochaine de la 21e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21), les quatre académies nationales françaises et allemandes des sciences et des technologies ont rendu publique aujourd'hui à Paris une Déclaration conjointe, appelant les deux pays à renforcer leur coopération mutuelle. Ce texte souligne les défis fondamentaux à relever : satisfaire la demande mondiale d'énergie, restreindre la consommation d'énergie dans les pays développés et réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

Bien que la France et l'Allemagne aient pris des voies différentes pour leur production d'énergie électrique, qui représente environ 25% de leur consommation d'énergie, les deux pays affrontent de nombreux problèmes communs et peuvent bénéficier mutuellement du partage de leurs connaissances, de leurs succès et de leurs difficultés ; ils peuvent anticiper les défis à venir et identifier les priorités pour une coopération plus étroite.

Les quatre Académies proposent ainsi plusieurs domaines où une collaboration scientifique et technologique bénéficierait aux deux pays : l'efficacité énergétique, les réseaux, la mobilité, les technologies autour du nucléaire, les énergies renouvelables et le stockage de l'énergie, les aspects sociaux et économiques de la transition énergétique... Les Académies soulignent aussi le besoin d'une meilleure perception des questions liées à l'énergie et leur impact sur la société en général. Enfin, les Académies appellent à adopter une approche systémique dans les politiques énergétiques de l'Union européenne.

Pour relever les défis d'une transition efficace avec une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre (GES), les quatre Académies soulignent le rôle central de la recherche, de la technologie et des capacités industrielles. Elles considèrent que les questions complexes de l'énergie devraient être abordées avec une approche « systémique », qui assure l'équilibre entre les objectifs environnementaux, les attentes sociétales, les impératifs économiques et la sécurité d'approvisionnement. Les Académies soutiennent la mise en place de programmes de financement forts pour la recherche et développement dans le domaine de l'énergie, s'appuyant notamment sur la recherche fondamentale à long terme sur des thématiques transversales, et sur des approches innovantes pouvant également contribuer à augmenter la compétitivité internationale de l'industrie européenne. Elles appellent à renforcer la coopération scientifique, technologique et industrielle dans les domaines jugés prioritaires : l'efficacité énergétique, l'infrastructure des réseaux, les réseaux intelligents, la mobilité, la sécurité et la gestion des déchets nucléaires, la fusion, les énergies renouvelables, le stockage de l'énergie, les aspects sociaux et économiques de la transition énergétique. Elles soulignent le besoin de sensibiliser davantage le public aux objectifs de la transition énergétique et aux contraintes qui lui sont associées.

Les Académies encouragent les programmes collaboratifs, au niveau de l'Union européenne toute entière, qui mettent l'accent sur de nouvelles approches scientifiques et technologiques pour la production et l'utilisation de l'énergie. L'établissement des priorités, l'accord sur les programmes de développement et l'allocation des ressources doivent être partie intégrante de toute future politique énergétique européenne. Les académies soutiennent des politiques européennes compatibles avec les objectifs à long terme de la transition énergétique, ainsi qu'avec les politiques mises en œuvre dans les autres parties du monde.

Les Académies soulignent également que l'effort réalisé par l'Europe pour réduire les émissions de gaz à effet de serre serait de plus grande valeur si l'objectif de ces réductions était partagé au niveau mondial. Elles soutiennent la révision du système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne et soulignent que l'inclusion de pays non européens dans ce système devrait avoir une grande priorité. Les Académies encouragent les efforts déployés par les deux gouvernements pour promouvoir et faire adopter un accord international ambitieux au cours de la COP21. Enfin, elles suggèrent la création d'un Comité consultatif sur la recherche franco-allemand, piloté par les Académies, qui pourrait discuter des domaines de recherche d'intérêt mutuel et des priorités de recherche dans le cadre de la transformation du système énergétique.

[Texte de la Déclaration conjointe sous ce lien](#)

La transition énergétique en France et en Allemagne Déclaration conjointe des quatre académies nationales

Nationale Akademie der Wissenschaften Leopoldina
acatech - Deutsche Akademie der Technikwissenschaften
Académie des sciences
Académie des technologies

Lien vers la page dédiée sur le site de l'Académie des sciences :

<http://www.academie-sciences.fr/fr/Rapports-ouvrages-avis-et-recommandations-de-l-Academie/la-transition-energetique-en-france-et-en-allemande.html>

Contacts presse :

Académie des sciences

Marie-Laure Moinet - Tél. : + 33 (0)1 44 41 45 51 – presse@academie-sciences.fr

Académie des technologies

Catherine Côme – Tél. : + 33 (0)1 53 85 44 30 - catherine.come@academie-technologies.fr

Nationale Akademie der Wissenschaften Leopoldina

Caroline Wichmann Tél. : +49 (0)345 472 39 – 800 caroline.wichmann@leopoldina.org

acatech - Deutsche Akademie der Technikwissenschaften

Christoph Uhlhaas Tél. : +49 (0)30 20 63 09 6-42 uhlhaas@acatech.de